

ORDRE DU JOUR

- 011/2020** – Election du Maire
- 012/2020** – Fixation du nombre d'adjoints au Maire
- 013/2020** – Election des adjoints au Maire
- 014/2020** – Délégation du Conseil municipal au Maire
- 015/2020** – Charte de l'élu local

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE DU 25 MAI 2020

Le vingt-cinq mai deux mille vingt, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, Mme MOLINIE PONTTHOREAU, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, Mme OUCHENE, M. PAGA, Mme SAUX, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme ESQUERRA, M. PICHON, Mme MOURILLON LEGLISE, M. GARDAIX, M. LAJUS.

Secrétaire de séance : M. DUCASSE.

Madame le Maire sortant ouvre la séance à 20 heures. Elle propose que chacun porte son masque jusqu'à l'issue des votes au moins. Elle procède à l'appel et constate que tous les Conseillers municipaux sont présents. Monsieur Gardaix précise que son prénom est Jean et non Jean-Michel.

Madame le Maire propose le huis clos et la retransmission de la séance sur internet, ce que les Conseillers acceptent à l'unanimité.

Madame le Maire propose de désigner monsieur Ducasse comme secrétaire de séance, ce que l'assemblée accepte à l'unanimité.

Madame le Maire demande d'observer une minute de silence à la mémoire de René Sans, Conseiller municipal disparu pendant le confinement.

Elle cède ensuite la présidence de la séance à madame Tauzin, doyen d'âge et deux assesseurs sont désignés, madame Ouchène et monsieur Lajus.

Objet : N° 011/2020 – Election du Maire.

Constatant que le quorum est atteint, madame Tauzin fait appel à candidature pour le mandat de Maire. Madame Castillo se déclare candidate. Madame Tauzin lance les opérations de vote.

Après dépouillement des votes, madame Castillo est élue Maire par 23 votes pour et 4 votes blancs.

Madame Tauzin félicite madame le Maire nouvellement élue et l'équipe de la majorité municipale. Elle cède désormais la présidence de la séance à madame le Maire.

Objet : N° 012/2020 – Fixation du nombre d'adjoints.

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« La création du nombre d'adjoints relève de la compétence du Conseil municipal.

En vertu de l'article L.2122-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Conseil municipal détermine librement le nombre d'adjoints, sans que celui-ci puisse excéder 30% de l'effectif légal du Conseil municipal. Pour la commune, ce pourcentage donne un effectif maximal de 8 adjoints. Il est proposé la création de huit postes d'adjoints au Maire.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article L.2122-2 du CGCT,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide de créer huit postes d'adjoints au Maire ».

La délibération est adoptée à la majorité absolue, avec trois votes contre (Mme Mourillon Léglise, M. Gardaix et M. Pichon).

Objet : N° 013/2020 – Election des Adjoints.

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, l'élection des adjoints au Maire s'effectue au scrutin secret de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel, avec une obligation de parité. L'écart entre les deux sexes ne doit pas être supérieur à un.

L'ordre du tableau est déterminé par l'ordre de présentation sur la liste. Cela signifie que, sur la liste des adjoints, la personne qui occupe le premier rang sera premier adjoint, la personne qui occupe le deuxième rang sera deuxième adjoint, ainsi de suite.

Si après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus (article L.2122-7-2 du CGCT).

Madame le Maire fait appel à candidature pour une liste d'adjoints au Maire. Monsieur Ducasse présente la liste suivante :

M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS.

Après dépouillement des votes, la liste de monsieur Ducasse est élue par 23 votes pour et 4 votes blancs.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2122-7-2,
Vu la délibération du Conseil municipal fixant le nombre d'adjoints à huit,

La liste d'adjoints représentée par M. Ducasse ayant obtenu la majorité absolue, sont proclamés élus en qualité d'adjoints au Maire dans l'ordre du tableau :

M. Laurent DUCASSE	1 ^{er} adjoint au Maire
Mme Jocelyne GIRARD	2 ^{ème} adjoint au Maire
M. Gilbert MARQUET	3 ^{ème} adjoint au Maire
Mme Carole MONTIGNY CAPES	4 ^{ème} adjoint au Maire
M. Pascal DOUCET	5 ^{ème} adjoint au Maire
Mme Audrey ARMELLINI	6 ^{ème} adjoint au Maire
M. Patrick LAFARGUE	7 ^{ème} adjoint au Maire
Mme Valérie DA COSTA FREITAS	8 ^{ème} adjoint au Maire.

Les intéressés ont déclaré accepter d'exercer ces fonctions ».

Madame le Maire invite ensuite monsieur Pichon et monsieur Lajus à prendre la parole pour une déclaration. Ils déclinent tous les deux l'invitation.

Madame le Maire fait ensuite la déclaration suivante :

« Malgré les circonstances, je ne dérogerai pas à l'usage car je souhaite vous dire quelques mots. Ce conseil est le plus important du mandat car il s'agit du conseil d'installation de ses membres. Pourtant aujourd'hui ce conseil a un goût amer... celui de la frustration de ne pas pouvoir partager cet instant avec nos proches, nos amis, nos agents. Mais la crise sanitaire nous oblige à quelques adaptations et nous impose quelques contraintes...

Le temps a passé depuis le 15 mars dernier. Mais les souvenirs de la campagne écoulée restent encore bien vivaces. Nous allons passer à autre chose je vous rassure. Mais ce soir j'ai des choses à dire !

Ce Conseil municipal ne sera pas le lieu de règlements de compte mais ce conseil d'installation nous donne aujourd'hui l'occasion de dire une seule fois ce que nous ressentons. Et si nous pouvons le faire c'est parce qu'aujourd'hui nous sommes légitimes, légitimés par les urnes à hauteur de 65,51 %. Cette légitimité elle nous a été contestée en 2017.

On a eu à subir une véritable cabale qui a affecté nos personnes, nos agents, nos conjoints, nos parents, nos enfants et nos amis. Cette cabale était accompagnée d'un climat délétère détestable auquel se sont associées avec surprise certaines toutes petites petites petites figures locales pourtant proches par le passé mais vite aveuglées par des paillettes éphémères. Ce climat de suspicion et de délation avait des airs d'antan contre lesquels nos aïeux s'étaient à l'époque érigés.

La soif de pouvoir et de reconnaissance ont aveuglé certaines personnes depuis 3 ans. Aujourd'hui le réveil est brutal pour eux. Pourtant ils avaient été avertis et on leur avait dit qu'ils ne comprenaient pas l'essence casteljalousaine. Ce qui fait Casteljaloux, ce sont d'abord des personnes qui respectent leur Ville. Ce sont également des personnes qui sont fières de son Histoire. Mais ce sont surtout des personnes altruistes, dévouées et dénuées de toutes basses prétentions personnelles. L'égo démesuré et la critique permanente n'ont pas leur place à Casteljaloux.

Et Ceux qui se revendiquent de souche ou d'adoption le savent bien. Les autres ne sont animés que de viles prétentions qui ont eu raison d'eux le 15 mars dernier.

Cette cabale nous a-t-elle meurtris ? La réponse est OUI

Cette cabale nous a-t-elle découragés et affaiblis ? La réponse est NON, bien au contraire.

Car la réalité a sauté aux yeux de nos détracteurs de la première heure : nous sommes aujourd'hui légitimes et cette légitimité ils ne pourront plus nous la contester !!!

Un retour à la normale est-il possible aujourd'hui ? La réponse est définitivement NON ! Car à Casteljaloux on n'oublie pas. Nous, nous n'oublierons pas. Car à Casteljaloux on cultive le devoir de mémoire au sens noble du terme, et non pas pour la gloriole décevante dont certains abusent allègrement !!!

Le cadre est posé et je n'y reviendrai plus.

Je souhaiterais m'adresser à vous membres de la nouvelle majorité municipale, vous mes colistiers de la première heure qui m'avez épaulée, secondée, soutenue à chaque instant depuis le début mais aussi bien avant. Je parle de vous mes 22 colistiers élus mais également de Yannick, Cendrine, Benoît, Ginette, Joël et Mathilde.

J'étais adolescente casteljalousaine lorsque deux d'entre vous ont pris leurs fonctions, à l'époque aux côtés d'une personne chère à mon cœur. Ces deux hommes sont aujourd'hui assis de part et d'autre de moi. Vous m'autoriserez à y voir le symbole d'une continuité historique et surtout d'une confiance qui m'est précieuse. Et l'héritage prend tout son sens aujourd'hui : d'en Haut une personne doit nous regarder et sait de quoi je parle...ici-bas les deux hommes à côté de moi le savent aussi. Et ils doivent tous deux se dire qu'ils en ont parcouru du chemin, qu'ils en ont réalisé de belles choses, ne se doutant pas qu'un jour ils seraient peut-être assis à côté de la petite-fille de celui qui est allé les chercher il y a quelques années... Chers Membres de cette nouvelle majorité municipale nous serons dignes de cet Héritage et mettrons au service des casteljalousains toute notre énergie et toutes nos compétences. Nous serons les élus dévoués et impliqués que tout administré attend, et nous écrirons ensemble les nouveaux chapitres de l'Histoire de Notre Ville.

Cette prise de fonction qui est la nôtre marque aussi la fin de fonction pour certains d'entre nous. Des élus qui ont tout donné pour leur Ville et ce depuis 25 ans pour certains. Eux aussi n'ont pas été épargnés depuis 3 ans. Leur honneur a été sali, leurs familles ont été meurtries. Nous leur devons pourtant tellement car si aujourd'hui nous pouvons envisager l'avenir de Casteljaloux c'est bien grâce à leurs actions et à leurs constructions : Je parle ici de Jean-Baptiste, mon fidèle premier adjoint, Elisabeth, Joëlle, Jacques, Josiane, Corinne, Dominique, Marie-Claire. Ils ont œuvré sans relâche aux côtés de Jean-Claude GUENIN, moteur de la transformation de la Ville et de sa reconversion économique qui fait aujourd'hui des envieux.

Nous incarnerons le renouveau certes mais nous ne salirons jamais leur héritage ! Il ne s'agira pas pour nous de faire table rase du passé. Nous n'avons jamais eu la volonté de détruire les constructions réalisées et nous n'aurons jamais la prétention de les renier.

Je tiens également à remercier les agents ici présents, chefs de service, mais également ceux qui n'ont pas pu assister à cette séance en raison du contexte particulier. Je n'ai à leur égard aucun doute sur leur volonté à nous épauler dans un souci de continuité républicaine. Une nouvelle dynamique sera impulsée et je sais déjà qu'elle recevra le meilleur des accueils.

Annie et Christophe, les mots me manqueraient presque pour vous exprimer à tous deux ma profonde reconnaissance pour votre soutien tout particulier pendant ces 3 dernières années. Nous multiplions les épreuves il faut bien l'avouer... cette légitimité acquise est aussi la vôtre aujourd'hui.

Nous voilà prêts et installés pour écrire la suite de l'histoire casteljalousaine. C'est une responsabilité solennelle, mais également une lourde responsabilité qui est la nôtre. Le rôle de l'élus local est un rôle qui implique dévouement et proximité. Chers élus de la majorité vous l'avez intégré depuis longtemps car Vous, vous vous êtes pleinement investis depuis l'issue du scrutin, à mes côtés et aux côtés de vos prédécesseurs afin de m'aider dans la gestion de cette crise sanitaire. Vous n'avez pas attendu d'être installés pour le faire.

65,51 % des électeurs ont fait le choix de croire en mon équipe. Nous nous montrerons dignes de la confiance qu'ils nous ont témoignée en se déplaçant massivement pour voter et en nous accordant leurs suffrages. Ils se sont déplacés en masse non pas pour le changement mais bien pour la continuité !

Durant les 6 prochaines années nous mettrons tout en œuvre pour réaliser notre programme, à commencer par les vastes aménagements urbains. Avant cela nous resterons vigilants face à la crise sanitaire qui nous frappe et qui requiert de notre part des adaptations de chaque instant.

Nous serons dans l'action au quotidien, comme nous l'avons toujours démontré. Les actes se sont vus, se voient et se verront. C'est cette démonstration qui nous a confirmé à notre place.

Mots sur les oppositions.

Je vous souhaite un mandat riche en projets, constructif dans nos échanges et surtout avant tout un mandat serein !

Je vous remercie. »

(échanges)

Madame le Maire déclare ensuite à monsieur Lajus qu'elle le remercie pour la qualité de sa campagne et qu'elle regrette l'absence de madame Vidal, même si elles ne partageaient pas toujours le même avis.

Monsieur Pichon demande la parole car la question de régler ses comptes a été évoquée. Il déclare qu'il n'avait rien à dire avant la déclaration de madame le Maire, mais que désormais il souhaite répondre. Il rappelle que lui et ses colistiers seront

très vigilants à l'égard des deniers publics. Il relativise ensuite le nombre d'électeurs qui ont voté pour la liste de madame Castillo. Il affirme que si la campagne a été délétère, ce n'est pas de son fait, car lui n'a jamais mis en cause madame le Maire ou ses enfants, alors que madame le Maire a évoqué ses enfants et leur prise en charge par l'Etat. Monsieur Pichon demande à madame le Maire de faire preuve de retenue et de modestie.

Madame le Maire rapporte à l'appui de ses accusations le fait que monsieur Pichon a publié sur son mur facebook une vidéo qu'il a partagée, publiquement, et sur laquelle il déclare que madame le Maire est complice d'un détournement de fonds public et qu'elle est soumise à son mentor.

Monsieur Pichon clame que c'est faux.

Madame le Maire produit alors un constat d'huissier qui fait état des propos de monsieur Pichon.

(échanges)

Madame le Maire déclare que l'heure n'est plus au débat. Sur ce point, monsieur Pichon a décliné l'invitation à débattre pendant la campagne.

Monsieur Pichon rétorque que le débat était tronqué.

(échanges)

Objet : N° 014/2020 – Délégations du Conseil municipal au Maire.

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« L'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) permet au Conseil municipal de déléguer au Maire un certain nombre de ses attributions pour faciliter l'administration communale.

Madame le Maire propose d'utiliser les possibilités ouvertes par l'article L.2122-22.

En cas d'absence ou d'empêchement du Maire prévus à l'article L.2122-17, Madame le Maire propose de déléguer ces attributions au 1^{er} adjoint.

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du CGCT, Madame le Maire propose d'autoriser les adjoints à signer les décisions prises en application de la présente délégation lorsqu'ils agissent par délégation du Maire dans les conditions fixées à l'article L.2122-18 du CGCT (dans l'ordre du tableau).

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu les articles 2122-22 du CGCT et suivants,

Considérant la nécessité de faciliter l'administration communale,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, pour la durée du présent mandat :

- de confier au Maire les délégations suivantes :

1° arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitations des propriétés communales ;

2° procéder, dans la limite d'un montant unitaire de 800 000 euros, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires.

3° prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés à procédure adaptée et des accords-cadres (marchés de travaux, de fournitures et de services) ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

4° passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre afférentes ;

5° créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

6° prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

7° accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

8° décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

9° fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

10° décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

- 11° fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
 - 12° exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L.211-2 ou au premier alinéa de l'article L.231-3 de ce même code pour les opérations inférieures à 200 000 euros ;
 - 13° intenter au nom de la commune, les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle, devant toutes les juridictions, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1000 euros pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000 euros dans les communes de 50 000 habitants et plus ;
 - 14° régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 20 000 € par sinistre ;
 - 15° donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
 - 16° réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 500 000 euros par année civile ;
 - 17° autoriser au nom de la commune le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre, dont le montant ne dépasse pas 10 000 euros ;
- de confier au 1^{er} adjoint ces attributions en cas d'absence ou d'empêchement du Maire prévus à l'article L.2122-17,
 - d'autoriser les adjoints à signer les décisions prises en application de la présente délégation lorsqu'ils agissent par délégation du Maire dans les conditions fixées à l'article L.2122-18 du CGCT ».

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 015/2020 – Charte de l' élu local.

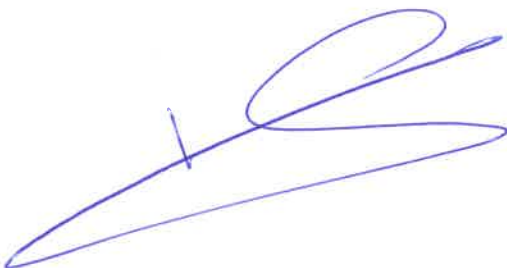
Madame le Maire lit la charte de l' élu local suivante :

« Conformément à l'article L.2121-7 du CGCT, lors de la première réunion du Conseil municipal, immédiatement après l'élection du Maire et des adjoints, le Maire donne lecture de la charte de l' élu local prévue à l'article L. 1111-1-1. Le Maire remet aux Conseillers municipaux une copie de la charte de l' élu local et du chapitre III du présent titre du code général des collectivités territoriales.

1. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.
2. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.
5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.
6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.
7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions ».

Madame le Maire lève la séance à 21 heures 35.

Le Secrétaire de Séance,



Madame le Maire,



Commune de Casteljaloux
Procès-verbal de séance du 25 mai 2020

2020/054

Mme CASTILLO	M. DUCASSE	Mme GIRARD	M. MARQUET	Mme MONTIGNY CAPES
M. DOUCET	Mme ARMELLINI	M. LAFARGUE	Mme DA COSTA FREITAS	M. ARZENTON
Mme MOLINIE PONTHOREAU	M. GARBAY	Mme DE BRITO	M. REMAUT	Mme COSTA
M. DUBOUILH	Mme OUCHENE	M. PAGA	Mme SAUX	M. LANZUTTI
Mme TAUZIN	M. DURRIEU	Mme ESQUERRA	M. PICHON	Mme MOURILLON LEGLISE
M. GARDAIX	M. LAJUS			